



Center *for* Research Libraries
GLOBAL RESOURCES NETWORK

The Center for Research Libraries scans to provide digital delivery of its holdings. In some cases problems with the quality of the original document or microfilm reproduction may result in a lower quality scan, but it will be legible. In some cases pages may be damaged or missing. Files include OCR (machine searchable text) when the quality of the scan and the language or format of the text allows.

If preferred, you may request a loan by contacting Center for Research Libraries through your Interlibrary Loan Office.

Rights and usage

Materials digitized by the Center for Research Libraries are intended for the personal educational and research use of students, scholars, and other researchers of the CRL member community. Copyrighted images and texts may not be reproduced, displayed, distributed, broadcast, or downloaded for other purposes without the expressed, written permission of the copyright owner.

Center for Research Libraries

Identifier: 782e85d8-f075-4023-9afa-3f373ff73161

Range: Scans 001 - 006

Downloaded on: 2022-05-24 22:26:41

SUPPLEMENTARY CONVENTION

BETWEEN

HIS MAJESTY

AND

THE KING OF THE FRENCH,

FOR THE

MORE EFFECTUAL SUPPRESSION

OF

THE TRAFFICK IN SLAVES.

Signed at Paris, March 22, 1833.

*Presented to both Houses of Parliament, by Command of His Majesty,
1833.*

LONDON:

PRINTED BY R. G. CLARKE,
AT THE LONDON GAZETTE OFFICE, CANNON ROW, WESTMINSTER.

CONVENTION

BETWEEN

HIS MAJESTY

AND

THE KING OF THE FRENCH,

FOR THE

MORE EFFECTUAL SUPPRESSION OF THE TRAFFICK IN SLAVES.

Signed at Paris, November 30, 1831.

LES Cours de la Grande Bretagne et de France, désirant rendre plus efficaces les moyens de répression jusqu'à présent opposés au trafic criminel, connu sous le nom de *Traite des noirs*, ont jugé convenable de négocier et conclure une Convention pour atteindre un but si salulaire, et Elles ont à cet effet nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté Le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, le Très Honorable Vicomte Granville, Pair du Parlement, Membre du Conseil Privé, Chevalier Grand-Croix du Très Honorable Ordre du Bain, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près la Cour de France :

Et Sa Majesté Le Roi des Français, le Lieutenant-Général Comte Horace Sebastiani, Grand-Croix de l'Ordre de la Légion d'Honneur, Membre de la Chambre des Députés des Départemens, et Ministre et Secrétaire d'Etat au Département des Affaires Etrangères :—

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins Pouvoirs, trouvés en bonne forme, ont signé les Articles suivans :—

ARTICLE I.

Le droit de visite réciproque pourra être exercé à bord des navires de l'une et de l'autre nation, mais seulement dans les parages ci-après indiqués, savoir :

1°. Le long de la côte Occidentale d'Afrique, depuis le Cap Verd, jusqu'à la distance de 10 degrés au Sud de l'Equateur ;—c'est-à-dire, du 10° degré de Latitude Méridionale, au 15° degré de Latitude Septentrionale, et jusqu'au 30° degré de Longitude Occidentale, à partir du méridien de Paris.

2°. Tout autour de l'île de Madagascar, dans une zone d'environ 20 lieues de largeur.

3°. A la même distance des côtes de l'île de Cuba.

4°. A la même distance des côtes de l'île de Porto Rico.

5°. A la même distance des côtes du Brésil.

Toutefois il est entendu qu'un bâtiment suspect, aperçu et poursuivi par les croiseurs en dedans du dit cercle de 20 lieues, pourra être visité par eux, en dehors même de ces limites, si, ne l'ayant jamais perdu de vue, ceux-ci ne parviennent à l'atteindre qu'à une plus grande distance de la côte.

ARTICLE II.

Le droit de visiter les navires de commerce de l'une et l'autre nation, dans les parages ci-dessus indiqués, ne pourra être exercé que par des bâtimens de guerre, dont les Commandans auront le grade de Capitaine, ou, au moins, celui de Lieutenant de Vaisseau.

ARTICLE III.

Le nombre des bâtimens à investir de ce droit sera fixé, chaque année, par une Convention spéciale ; il pourra n'être pas le même pour l'une et l'autre nation, mais, dans aucun cas, le nombre des croiseurs de l'une ne devra être de plus du double de celui des croiseurs de l'autre.

ARTICLE IV.

Les noms des bâtimens, et ceux de leurs Commandans, seront communiqués par chacun des Gouvernemens contractans à l'autre, et il sera donné réciproquement avis de toutes les mutations qui pourront survenir parmi les croiseurs.

ARTICLE V.

Des Instructions seront rédigées et arrêtées en commun par les deux Gouvernemens pour les croiseurs de l'une et de l'autre nation, qui devront se prêter une mutuelle assistance dans toutes les circonstances où il pourra être utile qu'ils agissent de concert.

Les bâtimens de guerre réciproquement autorisés à exercer la visite, seront munis d'une autorisation spéciale de chacun des deux Gouvernemens.

ARTICLE VI.

Toutes les fois qu'un des croiseurs aura poursuivi et atteindra, comme suspect, un navire de commerce, le Commandant, avant de procéder à la visite, devra montrer au Capitaine les ordres spéciaux, qui lui confèrent le droit exceptionnel de le visiter ; et lorsqu'il aura reconnu que les expéditions seront régulières, et les opérations licites, il fera constater, sur le journal du bord, que la visite n'a eu lieu qu'en vertu des dits ordres. Ces formalités étant remplies, le navire sera libre de continuer sa route.

ARTICLE VII.

Les navires capturés pour s'être livrés à la traite, ou comme soupçonnés d'être armés pour cet infâme trafic, seront, ainsi que leurs équipages, remis, sans délai, à la juridiction de la nation à laquelle ils appartiendront.

Il est d'ailleurs bien entendu, qu'ils seront jugés d'après les loix en vigueur dans leurs pays respectifs.

ARTICLE VIII.

Dans aucun cas, le droit de visite réciproque ne pourra s'exercer à bord des bâtimens de guerre de l'une et l'autre nation.

Les deux Gouvernemens conviendront d'un signal spécial, dont les seuls croiseurs, investis de ce droit, devront être pourvus, et dont il ne sera donné connaissance à aucun autre bâtiment étranger à la croisière.

ARTICLE IX.

Les Hautes Parties Contractantes au présent Traité sont d'accord pour inviter les autres Puissances Maritimes à y accéder dans le plus bref délai possible.

ARTICLE X.

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans le délai d'un mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention, et y ont apposé le Sceau de leurs Armes.

Fait à Paris le 30 Novembre, 1831.

GRANVILLE.

(L. S.)

HORACE SEBASTIANI.

(L. S.)

(Translation.)

THE Courts of Great Britain and of France being desirous of rendering more effectual the means of suppression which have hitherto been in force against the criminal traffick, known under the name of the *Slave trade*, they have deemed it expedient to negotiate and conclude a Convention for the attainment of so salutary an object; and they have to this end named as their Plenipotentiaries, that is to say:

His Majesty The King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right Honourable Viscount Granville, Peer of Parliament, Member of the Privy Council, Knight Grand Cross of the Most Honourable Order of the Bath, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at the Court of France:

And His Majesty The King of the French, the Lieutenant-General Count Horace Sebastiani, Grand Cross of the Order of the Legion of Honour, Member of the Chamber of Deputies of the Departments, and Minister and Secretary of State for the Department of Foreign Affairs:—

Who, after having exchanged their full Powers, found to be in due form, have signed the following Articles:—

ARTICLE I.

The mutual right of search may be exercised on board the vessels of each of the two nations, but only within the waters hereinafter described, namely:

1^o. Along the Western coast of Africa, from Cape Verd, to the distance of ten degrees to the South of the Equator;—that is to say, from the 10th degree of South Latitude, to the 15th degree of North Latitude, and as far as the 30th degree of West Longitude, reckoning from the meridian of Paris.

2^o. All round the Island of Madagascar, to the extent of twenty leagues from that island.

3^o. To the same distance from the coasts of the Island of Cuba.

4^o. To the same distance from the coasts of the Island of Porto Rico.

5^o. To the same distance from the coasts of Brazil.

It is, however, understood that a suspected vessel descried, and begun to be chased by the cruizers whilst within the said space of twenty leagues, may be searched by them beyond those limits, if, without having ever lost sight of her, they should only succeed in coming up with her at a greater distance from the coast.

ARTICLE II.

The right of searching merchant vessels of either of the two nations in the waters hereinbefore mentioned, shall be exercised only by ships of war, whose Commanders shall have the rank of Captain, or, at least, that of Lieutenant, in the Navy.

ARTICLE III.

The number of ships to be invested with this right shall be fixed, each year, by a special agreement: the number for each nation need not be the same, but in no case shall the number of the cruizers of the one nation be more than double the number of the cruizers of the other.

ARTICLE IV.

The names of the ships, and of their Commanders, shall be communicated by each of the Contracting Governments to the other, and information shall be reciprocally given of all changes which may take place in the cruizers.

ARTICLE V.

Instructions shall be drawn up and agreed upon in common by the two Governments for the cruizers of both nations, which cruizers shall afford to each other mutual assistance in all circumstances in which it may be useful that they should act in concert.

The ships of war authorised to exercise the reciprocal right of search, shall be furnished with a special authority from each of the two Governments.

ARTICLE VI.

Whenever a cruizer shall have chased and overtaken a merchant vessel as liable to suspicion, the Commanding Officer, before he proceeds to the search, shall exhibit to the Captain of the merchant vessel the special orders which confer upon him, by exception, the right to visit her; and in case he shall ascertain the ship's papers to be regular, and her proceedings lawful, he shall certify upon the log-book of the vessel that the search took place only in virtue of the said orders; these formalities having been completed, the vessel shall be at liberty to continue her course.

ARTICLE VII.

The vessels captured for being engaged in the slave-trade, or as being suspected of being fitted out for that infamous traffick, shall, together with their crews, be delivered over, without delay, to the jurisdiction of the nation to which they shall belong. It is furthermore distinctly understood, that they shall only be judged according to the laws in force in their respective countries.

ARTICLE VIII.

In no case shall the right of mutual search be exercised upon the ships of war of either nation.

The two Governments shall agree upon a particular signal with which those cruizers only shall be furnished, which are invested with this right, and which signal shall not be made known to any other ship not employed upon this service.

ARTICLE IX.

The High Contracting Parties to the present Treaty agree to invite the other Maritime Powers to accede to it within as short a period as possible.

ARTICLE X.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications of it shall be exchanged within one month, or sooner, if it be possible.

In faith of which the Plenipotentiaries have signed the present Convention, and have affixed thereto the Seal of their Arms.

Done at Paris the 30th of November 1831.

GRANVILLE.
(L. S.)

HORACE SEBASTIANI.
(L. S.)